



Washington cherche à agir sous couvert de l'OTAN pour une longue guerre contre la Libye

Par [Bill Van Auken](#)

Mondialisation.ca, 29 mars 2011

[WSWS](#) 29 mars 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

Le gouvernement Obama est en train de transférer sa guerre contre la Libye au commandement de l'OTAN alors que l'alliance menée par les Etats-Unis prédit que les combats vont durer au moins encore trois mois.

L'accord consistant à placer sous les auspices de l'OTAN la guerre menée par les Etats-Unis s'est faite de façon fragmentaire au milieu d'après discussions entre Washington et ses alliés de l'OTAN, dont chacun poursuit ses propres intérêts stratégiques en menant une guerre impérialiste contre une ancienne colonie.

Après une période de 24 heures qui s'est terminée vendredi matin et durant laquelle des navires de guerre américains ont tiré 16 missiles Tomahawk supplémentaires sur des objectifs libyens et que des avions de combat de la « coalition », en majorité américains, ont effectué 153 sorties de plus, les responsables de l'OTAN à Bruxelles ont révélé que la planification de l'intervention libyenne supposait qu'elle durerait trois mois supplémentaires avec l'option de prolonger cette période le cas échéant.

Le chef d'état-major des armées françaises, le général Edouard Guillaud, a aussi mis en garde contre toute attente d'une fin rapide des frappes. « Je doute que ce soit en jours. Je pense que ce sera en semaines. J'espère que ce ne sera pas en mois. »

La Libye a entretemps rapporté que le bilan des victimes civiles dû au bombardement de l'OTAN et des frappes de missiles avait atteint la centaine. A Tripoli, le personnel hospitalier et les responsables du gouvernement ont dit que les dernières frappes sur la capitale libyenne avaient tué un certain nombre de civils, dont des femmes.

Le réseau de télévision Al-Arabiya a cité vendredi une source anonyme confirmant que le fils de Kadhafi, Khamis, figurait parmi les victimes; il aurait été tué lors d'un raid aérien sur la caserne-résidence à Tripoli.

Les avions de combat américains et de l'OTAN ont été fortement utilisés ces derniers jours pour attaquer les forces au sol loyales au gouvernement de Mouammar Kadhafi et pour détruire l'infrastructure du pays. L'objectif de cette campagne est de fournir suffisamment de puissance de feu pour permettre une offensive des soi-disant « rebelles » basés à Benghazi dans le but de renverser Kadhafi et de mettre en place un nouveau régime plus complaisant à l'égard des gouvernements occidentaux et des principales compagnies pétrolières occidentales.

Mais, les « rebelles » n'ont donné aucun indice laissant entendre qu'ils sont à la hauteur de cette tâche et des rapports existent disant que d'autres mesures sont en préparation au cas où ils ne réussiraient pas à déloger les loyalistes du gouvernement des villes contestées d'Ajdabiya à l'Est et de Miisurata à l'Ouest et à marcher sur Tripoli.

Selon le service d'information russe RIA Novosti, le service de renseignement russe a appris que des préparatifs étaient en cours en Libye pour des opérations terrestres des Etats-Unis et de l'OTAN et qui pourraient commencer fin avril ou début mai.

« Des informations provenant de différentes sources indiquent que les pays de l'OTAN, avec la participation active de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, sont en train d'élaborer un plan d'opération terrestres sur le territoire libyen, » a signalé le service d'information en citant une source anonyme au sein du renseignement russe.

« Tout indique qu'une opération au sol sera lancée si l'alliance n'arrive pas à faire capituler le régime Kadhafi à l'aide de frappes aériennes et d'attaques de missiles, » a-t-elle ajouté en disant que les opérations pourraient débuter fin avril-début mai. »

La résolution 1973 du Conseil de sécurité des Nations unies, poussée en avant par Washington le 17 mars, a imposé une zone d'exclusion aérienne sur la Libye tout en autorisant « toutes les mesures nécessaires, » sous le prétexte de protéger des civils. Elle a tout spécialement exclu « toute forme de force d'occupation étrangère où que ce soit sur le territoire libyen. »

Mais, de plus en plus souvent, des analystes militaires occidentaux plaident que l'interdiction de toute force d'occupation n'exclut pas un déploiement plus provisoire de troupes et, aux dires du *Wall Street Journal* de vendredi, « L'histoire des actions militaires uniquement aériennes est qu'elles viennent rarement à bout d'un adversaire, voire jamais, sans 'présence sur le terrain'. »

Des rapports en provenance de la Libye concernant la confusion régnant dans les rangs de l'armée d'opposition à Kadhafi qui est basée à Benghazi indiquent la nécessité probable d'une telle intervention dans le but de concrétiser l'objectif d'un « changement de régime », à moins que Washington et ses alliés ne soient capables de provoquer une espèce de coup d'Etat au sein de l'actuel régime même.

L'un des comptes rendu les plus évocateurs et détaillés de l'état des soi-disant rebelles a été fourni jeudi par Nancy Youssef du quotidien *McClatchy Newspapers*.

« Les combattants rebelles qui avaient juré d'arracher Tripoli au dirigeant Mouammar Kadhafi ont, au lieu de cela, abandonné leurs positions avancées pour défendre leur maison en disant que leur conseil rebelle ne les guidait pas, qu'ils ne faisaient pas confiance à leurs commandants militaires et que leur armée était divisée, » a-t-elle rapporté.

Elle a dit que des prétentions antérieures selon lesquelles l'opposition armée marcherait sur Tripoli avaient été « anéanties au vu de l'aisance avec laquelle les forces de Kadhafi sont entrées dans cette ville [Benghazi] il y a une semaine. »

« Peut-être que le plus déconcertant a été de découvrir que des centaines sinon des milliers de sympathisants de Kadhafi se trouvaient parmi eux, » a ajouté la journaliste. « Durant l'attaque des loyalistes, les rebelles d'ici disent que des hommes en civils sont sortis de leur maison à Benghazi pour attaquer la ville aux côtés des forces de Kadhafi arrivant du Sud. »

Elle a cité des habitants de Benghazi décrivant le Conseil national de Benghazi, qui s'est récemment proclamé « gouvernement intérimaire », comme « ne servant à rien » et un autre résident qui a prédit que la ville même pourrait sombrer dans la guerre civile.

La confusion persistait encore vendredi quant à la véritable nature de l'accord par lequel l'OTAN assumerait apparemment le contrôle des opérations de combat en Libye. Initialement, il avait été rapporté que l'alliance menée par les Etats-Unis prendrait la responsabilité du renforcement de la zone d'exclusion aérienne qui, compte tenu de la destruction de la force aérienne de la Libye et de la plupart de ses capacités de défense aériennes, n'est confrontée à aucun défi significatif.

Ceci laisserait l'armée américaine directement aux commandes de l'unique véritable action de combat que sont le bombardement et les frappes de missiles effectués par les avions de combat américains et de l'OTAN contre des troupes au sol loyales au gouvernement libyen.

Vendredi après-midi, toutefois, il a été rapporté qu'un accord avait été conclu dans lequel l'OTAN assumerait officiellement le commandement de toutes les opérations libyennes, en prenant immédiatement la responsabilité de la zone d'exclusion aérienne. Les précisions quant à la planification des frappes aériennes destinées à détruire les forces au sol pro-Kadhafi et à soutenir l'insurrection anti gouvernement seront élaborées dans un document qui sera présenté aux pays membres de l'OTAN dans les tous prochains jours.

L'accord est le résultat de quatre jours de débats acharnés au sein de l'OTAN et s'achevant par une série de conférences téléphoniques jeudi soir entre la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton, le ministre des Affaires étrangères français, Alain Juppé, le secrétaire britannique aux Affaires étrangères, William Hague et le ministre turc des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu.

Les pourparlers ont été marqués par des échanges particulièrement hostiles entre la Turquie et la France. Le gouvernement turc, déjà hostile au président Nicolas Sarkozy en raison de son opposition catégorique à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, a été exclu d'un sommet hâtivement organisé à Paris après l'adoption de la résolution de l'ONU.

La France qui était intervenue prématurément dans l'intervention militaire en effectuant les premières frappes aériennes, apparemment sans les avoir coordonnées avec ses anciens alliés, avait insisté préalablement que l'intervention devait être dirigée par un organe ad hoc indépendant de l'OTAN, apparemment en raison d'une participation arabe négligeable.

La Turquie a accusé le gouvernement français de chercher à asseoir sa propre direction de l'intervention afin de promouvoir ses propres objectifs en revendiquant les ressources pétrolières de la Libye. La position du gouvernement turc a été reflétée dans le rapport du quotidien pro-gouvernemental *Zaman* qui a affirmé :

« Les dirigeants turcs ont publiquement critiqué la France pour 'faire de l'opération une démonstration de force' et ont remis en question les motifs français dans l'opération en exprimant le soupçon que certains partenaires, agissant en dehors de l'OTAN, lorgnaient les richesses minérales de la Libye. Le gouvernement turc de ce fait exige que la planification concernant toute action militaire soit faite au sein de l'OTAN, en stricte conformité avec les objectifs énoncés dans la décision de l'ONU. »

La Turquie a ses propres vastes intérêts commerciaux en Libye et ailleurs dans la région et

n'a nullement l'intention de les céder à la France. Elle a proposé plusieurs navires de guerre pour imposer le blocus de la côte libyenne mais a insisté pour dire qu'elle ne participera à aucune action militaire contre le peuple libyen.

Erdogan a exprimé vendredi sa satisfaction quant à la décision de placer les opérations militaires sous le commandement de l'OTAN et déclaré : « Paris commence à être mis sur la touche. Je trouve cela très positif en particulier dans le processus en cours en Libye. »

Stratfor, un conseil en sécurité, proche des services secrets américains, a mis en exergue d'autres failles au sein de la soi-disant « coalition » attaquant la Libye. Il a signalé que l'Italie « a même suggéré que si un quelconque consensus n'était pas trouvé au sujet de l'implication de l'OTAN, elle retirerait son offre de bases aériennes de sorte que 'les agissements de quelqu'un d'autre ne retombent sur nous', selon le ministre italien des Affaires étrangères Franco Frattini. Rome s'inquiète que l'alliance franco-britannique va soit réduire les intérêts de l'Italie dans une Libye post-Kadhafi soit ne pas terminer l'opération, laissant ainsi à l'Italie le soin de s'occuper du chaos à quelques centaines de kilomètres sur l'autre rive de la Méditerranée. »

Comme le remarque Statfor, toutes ces puissances européennes – sans parler des Etats-Unis – avaient embrassé Kadhafi et conclu des contrats pétroliers et d'armements à hauteur de plusieurs milliards de dollars avec son régime avant de conclure qu'il devait être renversé pour des raisons humanitaires.

En soulignant les divisions existant entre la Grande-Bretagne et la France sur l'intervention libyenne, Starfor a commenté : « Les intérêts de Paris et de Londres dans cette guerre contre la Libye ne sont pas les mêmes, et la Libye représente un poids différent pour chacun des deux. Pour le Royaume Uni, la Libye constitue une opportunité pour une exploitation énergétique. Ce n'est pas un pays dans lequel Londres dispose pour le moment d'une relation acheteur-vendeur privilégiée mais elle pourrait être développée si Mouammar Kadhafi était évincé du pouvoir. Pour la France, Tripoli est déjà un important exportateur d'énergie et un client de ses ventes d'armes. Les intérêts de Paris dans cette intervention concernent aussi la politique intra-européenne. »

Au sein de l'*establishment* politique et du complexe militaro-services secrets, il n'y a pas de confusion quant aux motifs réels de l'intervention libyenne. Cette intervention n'a rien à voir avec la question de « sauver des gens » ou « d'humanitarisme », mais tourne entièrement autour du pétrole, des profits et des intérêts stratégiques. Dans ce processus, l'OTAN émerge comme instrument visant à réfréner les graves conflits inter-impérialistes qui sont générés par la nouvelle ruée sur l'Afrique.

Le rôle que jouera l'OTAN par rapport à l'armée américaine en Libye est comparable à celui qu'elle joue actuellement en Afghanistan. Malgré les affirmations d'Obama et de Hillary Clinton que les Etats-Unis « prennent du recul », des commandants américains ont dit clairement que les forces américaines continueront de jouer le rôle dominant dans l'attaque de la Libye alors que l'OTAN même est commandée par l'amiral américain James Stavridis.

Les motifs de Washington pour présenter la guerre contre la Libye comme étant menée par l'OTAN et soutenue par les pays arabes, avec les forces américaines ne jouant prétendument qu'un « rôle secondaire », sont doubles. D'un côté, avec 100.000 soldats américains qui mènent une guerre pour réprimer la résistance du peuple afghan contre l'occupation étrangère, avec une guerre aérienne qui s'intensifie au Pakistan voisin et avec

50.000 soldats supplémentaires toujours déployés en Irak, le gouvernement Obama est soucieux de masquer la réalité à savoir que l'impérialisme américain est en train de mener une guerre de plus contre un pays musulman.

De l'autre côté, le gouvernement est préoccupé par l'opposition populaire inévitable au sein des Etats-Unis même, où un récent sondage a montré que deux tiers de la population croient que la guerre en Afghanistan ne vaut pas la peine d'être faite. Après une semaine d'actions militaires américaines en Libye, Obama ne s'est toujours pas adressé au peuple américain pour justifier cette nouvelle guerre. Il n'a pas non plus cherché à obtenir un vote au Congrès autorisant cette action, en violation flagrante de la Constitution américaine. Dans ce contexte, le gouvernement démocrate est même allé plus loin que la Maison Blanche de Bush en s'arrogeant le pouvoir d'organiser des interventions militaires sur la seule base d'être le « commandant en chef. »

Article original, [WSWS](#), paru le 26 mars 2011

La source originale de cet article est [WSWS](#)
Copyright © [Bill Van Auken](#), [WSWS](#), 2011

Articles Par : [Bill Van Auken](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca